

Sur la proposition du ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 18 février 2018 relatif à l'attribution d'un subside de 2.222.000 € pour le fonctionnement du Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique est remplacé par la disposition suivante :

Art. 2. Cette somme est attribuée selon les modalités suivantes:

Personnel :	366.000 €;
Fonctionnement – frais généraux :	730.800 €;
Coordination association, médias :	975.200 €;
Amortissements :	116.500 €;
Impôts et frais bancaires :	33.500 €.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Art. 4. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Op de voordracht van de minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 februari 2018 tot toekenning van een subsidie van 2.222.000 € voor de werking van de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 2. Deze som zal volgens de volgende modaliteiten toegewezen worden:

Personeel:	366.000 €;
Werkings – algemene kosten :	730.800 €;
Coördinatie verenigingen, media	975.200 €;
Afschrijvingen :	116.500 €;
Belastingen en bankkosten:	33.500 €.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Art. 4. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2018/32493]

19 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal déterminant les données à caractère personnel qui figurent dans la liste électronique des candidats-notaires, des notaires titulaires, associés et suppléants visée à l'article 91, alinéa premier, 12° de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 189, v) à vii), 195 et 196 de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 189, v), de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, modifie l'article 91, alinéa 1^{er} de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat en le complétant par le 12° qui charge la Chambre nationale d'établir la liste des candidats-notaires, des notaires titulaires, associés et suppléants.

La tenue et la mise à jour permanente de la liste visée à l'article 91, alinéa 1^{er}, 12° de la loi précitée sont nécessaires pour :

- des raisons de sécurité juridique liées aux missions légales de la Chambre nationale
- et des raisons d'intérêt général dès lors que les citoyens doivent savoir avec certitude qui est habilité à signer un acte authentique.

Conformément à la demande de la Commission de la protection de la vie privée dans son avis n° 49/2016 du 21 septembre 2016 sur le projet de loi portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, les données qui figurent sur la liste doivent être reprises par un « arrêté royal soumis à son avis préalable, pour garantir que cette liste, qui sera publique, ne contienne que des données de nature professionnelle ».

Le chapitre I définit les termes utilisés dans l'arrêté royal.

Le chapitre II précise les données reprises dans la liste. Il s'agit des données des catégories de données suivantes : les données d'identification de la personne physique; les données relatives à la qualité

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2018/32493]

19 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de persoonsgegevens die voorkomen op de elektronische lijst van de kandidaat-notarissen, notarissen-titularis, geassocieerde notarissen en plaatsvervangers bedoeld in artikel 91, eerste lid, 12° van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 189, v) tot vii), 195 en 196 van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 189, v), van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie, wijzigd artikel 91, eerste lid, van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt door dit artikel aan te vullen met een 12° dat de Nationale Kamer opdraagt de lijst van kandidaat-notarissen, notarissen-titularis, geassocieerde notarissen en plaatsvervangers op te stellen.

Het permanent bijhouden en actualiseren van de lijst bedoeld in artikel 91, eerste lid, 12° van voornoemde wet is noodzakelijk om:

- redenen van rechtszekerheid verbonden aan de wettelijke opdrachten van de Nationale Kamer
- en redenen van algemeen belang, aangezien de burger met zekerheid moet weten wie gemachtigd is om een authentieke akte te ondertekenen.

Overeenkomstig het verzoek van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in haar advies nr. 49/2016 van 21 september 2016 inzake het wetsontwerp houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie, dienen de gegevens die in de lijst voorkomen opgesomd te worden "bij koninklijk besluit, nadat het voor advies werd voorgelegd, om te garanderen dat die lijst, die publiek zal zijn, uitsluitend professionele gegevens bevat".

Hoofdstuk I definieert de termen die in het koninklijk besluit gebruikt worden.

Hoofdstuk II preciseert de gegevens die in de lijst voorkomen. Het gaat om de gegevens van de volgende gegevenscategorieën: de identificatiegegevens van de natuurlijke persoon; de gegevens over de

professionnelle de la personne physique; les données relatives à l'étude et les données de contact.

Le caractère public ou non public des données est systématiquement précisé.

Une donnée est considérée comme publique lorsqu'elle est destinée à être mise à disposition de toute personne sur demande. Les données les plus utiles pour le citoyen sont accessibles directement, par exemple par une publication en ligne. Les autres données publiques, moins pertinentes pour le citoyen, sont toutefois accessibles sur demande auprès du gestionnaire de la source authentique. En effet, le citoyen doit connaître les données d'identification du notaire (nom, prénoms et sexe) mais ne doit pas nécessairement connaître le rôle linguistique dont l'attribution répond à des règles complexes et qui ne représente pas forcément la réalité linguistique de l'étude. En effet, c'est la localisation de l'étude qui est déterminante pour que le citoyen puisse connaître la ou les langue(s) parlée(s) en l'étude et non le rôle linguistique du notaire. Encore, le citoyen est intéressé de savoir qu'un notaire n'est plus habilité à signer des actes authentiques à partir d'un moment précis sans pour autant connaître la date exacte de l'arrêt royal de démission et sa publication qui ne correspond pas forcément au moment précis où le notaire a arrêté l'exercice de ses activités.

Les données non publiques sont nécessaires à l'accomplissement des missions légales du gestionnaire de la source authentique. Ainsi, les données d'identification de la personne physique non publiques sont nécessaires pour assurer l'identité exacte des notaires et des candidats-notaires qui figurent sur la liste (article 3, § 2). Les données non publiques relatives à la qualité professionnelle de la personne physique sont nécessaires afin d'assurer la qualité professionnelle des notaires et des candidats-notaires qui figurent dans la liste (article 6, § 2). Les données de contact non-publiques des candidats-notaires sont nécessaires pour que le gestionnaire de la source authentique puisse les contacter à l'occasion des demandes d'association visées à l'article 50, § 2 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et par l'arrêt ministériel du 30 juillet 2001 relatif à la communication de l'indemnité de reprise d'une étude notariale (article 9, § 1^{er}).

L'origine et la manière dont la qualité des données est assurée ainsi que les destinataires des données sont également précisés dans le chapitre II (recours aux pièces justificatives par exemple).

Dans son avis précité du 21 septembre 2016, la Commission de la Protection de la vie privée « s'interroge sur l'intégration au sein de la liste électronique du notariat de données antérieures à l'établissement de cette liste dès lors qu'elles peuvent présenter une utilité par rapport à des actes anciens et invite le demandeur à se pencher sur la question ».

Ainsi, la dernière section du chapitre II (article 10) précise la manière dont les données antérieures à l'établissement de la source authentique sont communiquées à la Chambre nationale. Les données d'identification des membres des compagnies des notaires et les peines disciplinaires infligées à ceux-ci, notamment, sont communiquées à la Chambre nationale par les chambres des notaires sur base de l'article 77 de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat. Quant aux données reprises dans les arrêtés et ordonnances, celles-ci sont communiquées à la Chambre nationale par le Service Public Fédéral Justice.

A l'occasion de la création de la liste, l'identité des personnes physiques qui sont appelées à y figurer est vérifiée au registre national des personnes physiques ou, à défaut, au registre bis de la Banque-carrefour de la sécurité sociale. La consultation du registre national est effectuée sur base du numéro du registre national des personnes physiques concernées. Les numéros nationaux antérieurs sont communiqués à la Chambre nationale par la Fédération Royale du Notariat belge qui les avaient préalablement récoltés conformément à la délibération RN n° 24/2006 du 6 septembre 2006 l'autorisant à accéder aux données du registre national et à utiliser le numéro du registre national dans le cadre de la gestion des utilisateurs des applications informatiques de l'e-gouvernement mises à disposition des notaires. Après la création de la liste, le numéro national sera collecté par la Chambre nationale directement auprès de la personne concernée ou, exceptionnellement, si cela s'avère nécessaire au cas d'espèce, auprès du registre national sur base du nom, du prénom et de la date de naissance de la personne concernée, en vertu du paragraphe 2 nouveau de l'article 91 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.

beroeopshoedanigheid van de natuurlijke persoon; de gegevens over het notariskantoor en de contactgegevens.

Het al dan niet openbaar karakter van de gegevens wordt systematisch verduidelijkt.

Een gegeven wordt als openbaar beschouwd wanneer het bedoeld is om ter beschikking gesteld te worden aan iedere persoon op verzoek. De meest nuttige gegevens voor de burger zijn rechtstreeks toegankelijk, bijvoorbeeld via een online publicatie. De andere openbare gegevens, die minder relevant zijn voor de burger, zijn echter op verzoek toegankelijk bij de beheerder van de authentieke bron. De burger moet immers de identificatiegegevens van de notaris kennen (naam, voornamen en geslacht) maar moet niet noodzakelijkerwijs de taalrol kennen waarvan de toekenning aan ingewikkelde regels beantwoordt en die niet per se overeenstemt met de taal die op het kantoor gebruikt wordt. Het is immers door de ligging van het kantoor dat de burger zal weten welke taal of talen gesproken word(t)en op het kantoor, en niet dankzij de taalrol van de notaris. Het is voor de burger ook van belang om te weten dat een notaris niet meer gerechtigd is authentieke akten te ondertekenen vanaf een bepaald tijdstip zonder daarvoor de exacte datum te moeten kennen van het koninklijk besluit van ontslag en de publicatie ervan, die niet per se overeenstemt met het precieze moment waarop de notaris zijn activiteiten heeft stopgezet.

De niet-openbare gegevens zijn noodzakelijk voor de vervulling van de wettelijke opdrachten van de beheerder van de authentieke bron. Zo zijn de niet-openbare identificatiegegevens van de natuurlijke persoon noodzakelijk om de juiste identiteit te verzekeren van de notarissen en kandidaat-notarissen die op de lijst voorkomen (artikel 3, § 2). De niet-openbare gegevens over de beroepshoedanigheid van de natuurlijke persoon zijn noodzakelijk om de beroepshoedanigheid te verzekeren van de notarissen en kandidaat-notarissen die in de lijst voorkomen (artikel 6, § 2). De niet-openbare contactgegevens van de kandidaat-notarissen zijn noodzakelijk opdat de authentieke bronbeheerder hen kan contacteren naar aanleiding van de aanvragen tot associatie zoals bedoeld in artikel 50, § 2 van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt en in het kader van het ministerieel besluit van 30 juli 2001 betreffende de mededeling van de vergoeding van de overname van een notariskantoor (artikel 9, § 1).

De oorsprong en de manier waarop de kwaliteit van de gegevens gewaarborgd wordt, alsook de gegevensbestemmingen, worden eveneens verduidelijkt in hoofdstuk II (gebruik van de bewijsstukken bij voorbeeld).

In haar voornoemd advies van 21 september 2016 vraagt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zich af "hoe de oudere gegevens zullen worden geïntegreerd in de elektronische lijst van het notariaat op het ogenblik dat die lijst wordt opgemaakt te meer deze nuttig zouden kunnen zijn met betrekking tot de vroegere akten en ze verzoekt de aanvrager om hierover na te denken".

Aldus verduidelijkt de laatste afdeling van hoofdstuk II (artikel 10) de manier waarop de gegevens van vóór de opmaak van de authentieke bron aan de Nationale Kamer worden meegedeeld. Zo onder andere, worden de identificatiegegevens van de leden van de genootschappen van notarissen en de tuchtstraffen waartoe zij zijn veroordeeld, aan de Nationale Kamer meegedeeld door de kamers van notarissen op basis van artikel 77 van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt. Met betrekking tot de gegevens opgenomen in de besluiten en de beschikkingen, deze worden aan de Nationale Kamer meegedeeld door de Federale Overheidsdienst Justitie.

Bij het opmaken van de lijst, wordt de identiteit van de natuurlijke personen die erin moeten voorkomen gecontroleerd in het rijksregister van de natuurlijke personen of, bij ontstentenis, in het bisregister van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. De raadpleging van het rijksregister gebeurt op basis van het rijksregisternummer van de betrokken natuurlijke personen. De oudere rijksregisternummers worden aan de Nationale Kamer meegedeeld door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat die deze vooraf verzameld heeft overeenkomstig de beraadslaging RR nr. 24/2006 van 6 september 2006 die haar machtigt tot toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister evenals tot gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister met het oog op het gebruikersbeheer van de e-government-applicaties die aan de notarissen ter beschikking worden gesteld. Na opmaak van de lijst, zal het rijksregisternummer door de Nationale Kamer rechtstreeks bij de betrokkene verzameld worden of, uitzonderlijk, indien dit in casu noodzakelijk blijkt, bij het rijksregister op basis van de naam, voornaam en geboortedatum van de betrokkene, krachtens de nieuwe paragraaf 2 van artikel 91 van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt.

La vérification précitée ne porte que sur l'identité des personnes physiques en vie et dont les données ont été au préalable communiquées au gestionnaire de la source authentique, de sorte que certaines inexactitudes peuvent subsister sur les données antérieures à l'établissement de la liste.

Le chapitre III décrit les mesures de protection spécifiques mises en place par le gestionnaire de la source authentique pour assurer la confidentialité des données. Les données ne sont accessibles que par les personnes dûment désignées par les différentes instances autorisées à accéder aux données en vertu des articles 6, § 3, 7, § 2, 11, § 1^{er} et 14 de l'arrêté royal (article 11, § 2). Il s'agit respectivement du Service Public Fédéral Justice, des chambres des notaires, de la Chambre nationale des notaires et de la Fédération Royale du notariat belge.

Les membres du personnel de la Chambre nationale chargés d'assurer la gestion de la liste disposent d'un accès en lecture et en écriture.

Un accès en lecture est accordé aux membres du personnel de la Chambre nationale pour l'accomplissement des autres finalités prévues par l'arrêté royal et des autres instances autorisées en vertu des articles 6, § 3, 7, § 2 et 14 de l'arrêté royal.

Lorsque la consultation en lecture est opérée sur des données non publiques et/ou sur des données publiques qui ne sont pas directement accessibles, la consultation est loguée (article 12, § 1^{er}).

Le délai de conservation de 10 ans pour les logs devra être suspendu en cas d'action judiciaire ou administrative, comme par exemple une plainte ou une requête introduite conformément aux dispositions de procédure prévues par la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données. La Chambre contentieuse est l'organe contentieux administratif de l'Autorité de protection des données en particulier habilité à infliger des amendes administratives.

Le chapitre IV décrit la manière dont l'accès aux données a lieu.

Pour la bonne gestion des applications de l'e-gouvernement impliquant les notaires, il est nécessaire de prévoir également un accès sur base du numéro d'identification pour autant que le destinataire des données soit autorisé à l'utiliser conformément à la loi du 8 août 1983 pour la finalité poursuivie et que le système technique permettant ce type de recherche soit disponible. Pour des raisons de facilité et de sécurité des données, lorsque le demandeur relève du notariat, l'accès peut également avoir lieu sur base du numéro d'identification interne à la profession (article 13).

L'accès aux données sur base du numéro d'identification (interne ou non) permet également pour les utilisateurs dûment autorisés d'accéder à certaines données non publiques de la source authentique. Ainsi, la Fédération Royale du Notariat belge est autorisée à accéder à certaines données non publiques, précisément identifiées dans l'arrêté royal, afin d'accomplir ses missions légales et d'intérêt général (article 14). Il est notamment question de la gestion des nombreux registres dont la Fédération Royale du Notariat belge est le gestionnaire légalement désigné, comme c'est par exemple le cas pour le registre central des testaments et le registre central des contrats de mariage (article 6/1 de la loi du 13 janvier 1977 portant approbation de la convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972, et portant introduction d'un registre central des contrats de mariage). La Fédération Royale du Notariat belge gère également de nombreuses applications de l'e-gouvernement pour lesquelles l'accès à des données considérées comme non publiques sont nécessaires, comme c'est par exemple le cas pour l'application qui permet l'enregistrement électronique des actes notariés. D'autres missions statutaires de la Fédération Royale du Notariat belge, comme l'organisation des formations pour la profession du notariat, relèvent de l'intérêt général. Dès lors, la Fédération Royale du Notariat belge est autorisée à accéder aux données « autres prénoms du notaire », « date et lieu de naissance » et « date de décès » afin d'identifier précisément les personnes physiques concernées et d'éviter tout risque d'homonymie ; à la donnée « numéro d'identification interne » car il s'agit de la clé d'identification des personnes physiques ressortant du notariat utilisée au sein de la profession ; à la donnée « noms et prénoms, rôle linguistique et sexe du candidat-notaire » afin d'identifier précisément la personne physique candidat-notaire lorsque cela s'avère nécessaire, par exemple dans le cadre des missions de formation de l'institution ; aux données « statut de candidat-notaire », « date de l'arrêté royal de nomination des candidats-notaires et la date de sa publication au *Moniteur belge* », « date de l'obtention du certificat de stage », « date de la prestation de serment », « arrêté ministériel

Voornoemde controle heeft slechts betrekking op de identiteit van de natuurlijke personen in leven en van wie de gegevens voorafgaand aan de beheerder van de authentieke bron werden meegedeeld, waardoor bepaalde onjuistheden in de gegevens van vóór het opmaken van de lijst mogelijk blijven.

Hoofdstuk III beschrijft de specifieke maatregelen ter bescherming die door de beheerder van de authentieke bron worden genomen om de vertrouwelijkheid van de gegevens te verzekeren. De gegevens zijn alleen toegankelijk door de personen die naar behoren aangewezen werden door de verschillende instanties gemachtigd om toegang te hebben tot de gegevens krachtens de artikelen 6, § 3, 7, § 2, 11, § 1 en 14 van het koninklijk besluit (artikel 11, § 2). Het gaat respectievelijk om de Federale Overheidsdienst Justitie, de kamers van notarissen, de Nationale Kamer van notarissen en de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat.

De personeelsleden van de Nationale Kamer van notarissen die belast zijn met het beheer van de lijst beschikken over een lees- en schrijftoegang.

Leesttoegang wordt verleend aan de personeelsleden van de Nationale Kamer voor de vervulling van de andere doeleinden die voorzien zijn door het koninklijk besluit en de andere instanties gemachtigd krachtens de artikelen 6, § 3, 7, § 2 en 14 van het koninklijk besluit.

Wanneer de raadpleging in lezing betrekking heeft op niet-openbare gegevens en/of op openbare gegevens die niet rechtstreeks toegankelijk zijn, wordt de raadpleging gelogd (artikel 12, § 1).

De bewaringstermijn van 10 jaar voor de logs zal geschorst moeten worden in geval van rechtsvordering of administratieve vordering, zoals bijvoorbeeld een klacht of verzoek ingediend overeenkomstig de bepalingen van de procedure voorzien in de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit. De geschillenkamer is het administratief geschillenorgaan van de Gegevensbeschermingsautoriteit, in het bijzonder bevoegd om administratieve geldboeten op te leggen.

Hoofdstuk IV beschrijft de manier waarop de gegevenstoegang plaatsvindt.

Met het oog op het goed beheer van de e-government-toepassingen die de notarissen aangaan, dient eveneens een toegang voorzien te worden op basis van het identificatienummer, voor zover de gegevensbestemming gemachtigd is om dit nummer te gebruiken krachtens de wet van 8 augustus 1983 voor het nagestreefde doeleinde, en het technisch systeem dat dergelijk type opzoeking mogelijk maakt, beschikbaar is. Om gemaksredenen alsook omwille van de gegevensbeveiliging, kan de toegang, indien de verzoeker deel uitmaakt van het notariaat, eveneens plaatsvinden op basis van het interne identificatienummer (artikel 13).

De gegevenstoegang op basis van het (al dan niet interne) identificatienummer verleent de naar behoren gemachtigde gebruikers de mogelijkheid om toegang te hebben tot bepaalde niet-openbare gegevens van de authentieke bron. Aldus is de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat gemachtigd tot toegang tot bepaalde niet-openbare gegevens, nauwkeurig vermeld in het koninklijk besluit, teneinde haar wettelijke opdrachten en opdrachten van algemeen belang te vervullen (artikel 14). Er is met name sprake van het beheer van de talrijke registers waarvan de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat de wettelijk aangestelde beheerder is, zoals het geval is voor het centraal register van testaments en het centraal register van huwelijkscontracten (artikel 6/1 van de wet van 13 januari 1977 houdende goedkeuring van de overeenkomst inzake de vaststelling van een stelsel van registratie van testaments, opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972, en tot invoering van een centraal register van huwelijks-overeenkomsten). De Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat beheert eveneens tal van e-government-applicaties waarvoor toegang noodzakelijk is tot gegevens die als niet openbaar beschouwd worden, zoals het geval is voor de applicatie die de notarissen toelaat de notariële akten elektronisch te registreren. Andere statutaire opdrachten van de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, zoals de organisatie van opleidingen voor het notarisambt, vallen onder het algemeen belang. Bijgevolg is de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat gemachtigd tot toegang tot de gegevens "andere voornamen van de notaris", "geboortedatum en -plaats" teneinde de betrokken natuurlijke personen nauwkeurig te identificeren en elke risico op homonymie te vermijden; het gegeven "intern identificatienummer" aangezien dit de identificatiesleutel is, die binnen het beroep gebruikt wordt, van de natuurlijke personen die deel uitmaken van het notariaat; het gegeven "namen en voornamen, taalrol en geslacht van de kandidaat-notaris", teneinde de natuurlijke persoon kandidaat-notaris nauwkeurig te identificeren wanneer dit noodzakelijk blijkt, bijvoorbeeld in het kader van de opleidingsopdrachten van de instelling; de gegevens "statuut van kandidaat-notaris", "datum van

autorisant le déplacement d'une étude et date de sa publication au *Moniteur belge*, « date de l'ordonnance de désignation » et « dates de début et de fin des fonctions visées par le règlement du Service Public Fédéral Justice relatif aux distinctions honorifiques pour notaires » pour les mêmes raisons.

Le chapitre V fixe, conformément à l'article 205, alinéa 2 de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal et des articles 189, v) à vii), 195 et 196, de cette loi du 6 juillet 2017.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis,

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

19 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal déterminant les données à caractère personnel qui figurent dans la liste électronique des candidats-notaires, des notaires titulaires, associés et suppléants visée à l'article 91, alinéa premier, 12° de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 189, v) à vii), 195 et 196 de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, l'article 91, alinéa 1^{er}, 12°, inséré par la loi du 6 juillet 2017;

Vu l'article 205, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice ;

Considérant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, les articles 119 et 120, insérés par la loi du 6 juillet 2017;

Considérant l'avis n° 49/2016 de la Commission de la protection de la vie privée sur le projet de loi portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, donné le 21 septembre 2016 ;

Considérant l'avis n° 70/2017 de la Commission de la protection de la vie privée sur le projet d'arrêté royal déterminant les données à caractère personnel qui figurent dans la liste électronique des candidats-notaires, des notaires titulaires, associés et suppléants visée à l'article 91, 12° de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, donné le 13 décembre 2017 ;

Considérant l'avis de l'inspection des Finances du 19 juillet 2018 ;

Vu l'avis n° 70/2017 de la Commission de protection de la vie privée, donné le 13 décembre 2017 ;

Vu l'avis n° 64.209/2 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la loi du 10 novembre 1795 qui comprend le notariat dans les attributions du ministère de la justice, l'article unique, trouve à s'appliquer ;

Considérant que la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, notamment les articles 2, 35, § 1^{er}, 36, § 4, 45, 47, 50, § 2, 52, §§ 2 et 4, 64, §§ 1 et 3, 68, 76, 77, 90, 97, 112, §§ 1^{er} et 2, 117, § 1^{er}, trouvent à s'appliquer ;

het koninklijk besluit tot benoeming van de kandidaat-notarissen en de publicatiedatum in het *Belgisch Staatsblad*", "datum van het behalen van het stagecertificaat", "datum van eedaflegging", "ministerieel besluit tot machtiging van overbrenging van een kantoor en publicatiedatum in het *Belgisch Staatsblad*", "datum van de beschikking tot aanstelling" en "begin- en einddatum van de functies bedoeld in het reglement van de Federale Overheidsdienst Justitie met betrekking tot de eretekens voor notarissen" omwille van dezelfde redenen.

Hoofdstuk V stelt, in overeenstemming met artikel 205, tweede lid van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie, de datum van inwerkingtreding vast van het koninklijk besluit en de artikelen 189, v) tot vii), 195 en 196, van deze wet van 6 juli 2017

Dat is, sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd,

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
K. GEENS

19 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de persoonsgegevens die voorkomen op de elektronische lijst van de kandidaat-notarissen, notarissen-titularis, geassocieerde notarissen en plaatsvervangers bedoeld in artikel 91, eerste lid, 12° van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 189, v) tot vii), 195 en 196 van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, artikel 91, eerste lid, 12°, ingevoegd bij de wet van 6 juli 2017;

Gelet op artikel 205, tweede lid, van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie;

Overwegende de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, artikelen 119 en 120, ingevoegd bij de wet van 6 juli 2017;

Overwegende het advies nr. 49/2016 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer inzake het wetsontwerp houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijke procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie, uitgebracht op 21 september 2016;

Overwegende het advies nr. 70/2017 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer inzake het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de persoonsgegevens, opgenomen in de elektronische lijst, van de kandidaat-notarissen, notarissen-titularissen, vennoten en plaatsvervangers bedoeld in artikel 91, 12°, van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, uitgebracht op 13 december 2017;

Overwegende het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 70/2017 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 13 december 2017;

Gelet op advies nr. 64.209/2 van de Raad van State, gegeven op 1 oktober 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de wet van 10 november 1795 waarbij het notariaat tot de bevoegdheid van het ministerie van justitie wordt gerekend, enig artikel, toepassing vindt;

Overwegende dat de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, met name de artikelen 2, 35, § 1, 36, § 4, 45, 47, 50, § 2, 52, §§ 2 en 4, 64, §§ 1 en 3, 68, 76, 77, 90, 97, 112, §§ 1 en 2, 117, § 1, toepassing vinden;

Considérant que loi du 13 janvier 1977 portant approbation de la convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972, et portant introduction d'un registre central des contrats de mariage, notamment l'article 6/1, trouve à s'appliquer ;

Considérant que la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, notamment l'article 8, trouve à s'appliquer ;

Considérant que la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 4, trouve à s'appliquer ;

Considérant que l'arrêté royal du 27 avril 1908 relatif aux notaires honoraires, notamment l'article 1^{er}, trouve à s'appliquer ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 30 juillet 2001 relatif à la communication de l'indemnité de reprise d'une étude notariale, notamment l'article 1^{er}, trouve à s'appliquer ;

Considérant que le règlement d'ordre intérieur du Fonds notarial du 11 avril 2000, notamment l'article 8, § 4, trouve à s'appliquer ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er} — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, telle que modifiée en dernier lieu le 25 décembre 2017 ;

2° la Chambre nationale : la Chambre nationale des notaires visée à l'article 90 et suivants de la loi ;

3° la chambre des notaires: la chambre des notaires visée à l'article 76 et suivants de la loi;

4° le notaire: la personne physique qui exerce la fonction de notaire en tant que titulaire, associé ou suppléant ;

5° la liste : la source authentique des candidats-notaires, notaires titulaires, associés et suppléants visée à l'article 91, alinéa 1^{er} 12° de la loi ;

6° le numéro d'identification : le numéro d'identification attribué en application de l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut de celui-ci, en application de l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;

7° le numéro d'identification interne : le numéro attribué aux notaires et aux candidats-notaires utilisé comme identifiant au sein de la profession ;

8° la donnée publique : la donnée de la liste disponible pour toute personne ;

9° la donnée non publique : la donnée de la liste disponible pour les instances autorisées en vertu des articles 6, § 3, 7, § 2, 11, § 1^{er} et 14 ;

10° la pièce justificative : la pièce nécessaire pour s'assurer de la qualité professionnelle de la personne qui figure dans la liste et notamment : l'arrêté royal de démission visé à l'article 2 de la loi ; l'arrêté royal de nomination des candidats-notaires visé à l'article 35, § 1^{er} de la loi ; le certificat de stage visé à l'article 36, § 4 de la loi ; l'arrêté royal de nomination visé à l'article 45 de la loi ; la prestation de serment visée à l'article 47 de la loi ; l'arrêté ministériel d'approbation et l'arrêté ministériel d'affectation visé à l'article 52, § 2 de la loi ; les publications de la création ou de l'extension d'une association entre notaires titulaires et les publications de fin de l'affectation et de fin de l'association, visées à l'article 52, § 4 de la loi ; l'ordonnance de désignation visée à l'article 64, §§ 2 et 3 de la loi ; la décision d'une peine de suspension, de destitution, de radiation ou de perte du titre honorifique visée à l'article 97 de la loi et la décision de suspension préventive visée à l'article 112, §§ 1^{er} et 2 de la loi ; l'arrêté royal accordant le titre de notaire honoraire visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 avril 1908 relatif aux notaires honoraires ;

11° le log : la trace électronique relatant l'historique des accès à la liste.

Overwegende dat de wet van 13 januari 1977 houdende goedkeuring van de overeenkomst inzake de vaststelling van een stelsel van registratie van testamenten, opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972, en tot invoering van een centraal huwelijksvereenkomstenregister, met name artikel 6/1, toepassing vindt;

Overwegende dat de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, met name artikel 8, toepassing vindt;

Overwegende dat de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, met name artikel 4, toepassing vindt;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 27 april 1908 tot instelling van het honorariaat voor de notarissen, met name artikel 1, toepassing vindt;

Overwegende dat het ministerieel besluit van 30 juli 2001 betreffende de mededeling van de vergoeding van de overname van een notaris-kantoor, met name artikel 1, toepassing vindt;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van het Notarieel Fonds van 11 april 2000, met name artikel 8, § 4, toepassing vindt;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet: de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, zoals laatstelijk gewijzigd op 25 december 2017;

2° de Nationale Kamer: de Nationale Kamer van notarissen bedoeld in artikel 90 en volgende van de wet;

3° de kamer van notarissen: de kamer van notarissen bedoeld in artikel 76 en volgende van de wet;

4° de notaris : de natuurlijke persoon die de functie van notaris uitoefent als titularis, geassocieerd notaris of plaatsvervanger;

5° de lijst : de authentieke bron van de kandidaat-notarissen, notarissen-titularis, geassocieerde notarissen en plaatsvervangers bedoeld in artikel 91, eerste lid, 12° van de wet ;

6° het identificatienummer: het identificatienummer toegekend in toepassing van artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daarvan, in toepassing van artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

7° het interne identificatienummer: het nummer toegekend aan de notarissen en kandidaat-notarissen dat gebruikt wordt als identificatiecode binnen het beroep;

8° het openbaar gegeven: het gegeven van de lijst dat voor iedereen beschikbaar is;

9° het niet-openbaar gegeven: het gegeven van de lijst dat beschikbaar is voor de instanties gemachtigd krachtens de artikelen 6, § 3, 7, § 2, 11, § 1 en 14;

10° het bewijsstuk : het stuk dat nodig is om de beroepshoedanigheid te verifiëren van de persoon die op de lijst voorkomt en onder andere: het koninklijk besluit van ontslag bedoeld in artikel 2 van de wet; het koninklijk besluit tot benoeming van de kandidaat-notarissen bedoeld in artikel 35, § 1 van de wet; het stagecertificaat bedoeld in artikel 36, § 4 van de wet; het koninklijk besluit van benoeming bedoeld in artikel 45 van de wet; de eedaflegging bedoeld in artikel 47 van de wet; het ministerieel besluit van goedkeuring en het ministerieel besluit van aanstelling bedoeld in artikel 52, § 2 van de wet; de bekendmakingen van de vorming of van de uitbreiding van een associatie tussen notarissen-titularis en de bekendmakingen van het einde van de aanstelling en het einde van de associatie bedoeld in artikel 52, § 4 van de wet; de beschikking van aanstelling bedoeld in artikel 64, §§ 2 en 3 van de wet; de beslissing tot een straf van schorsing, afzetting, schrapping of verlies van de eretitel bedoeld in artikel 97 van de wet en de beslissing tot preventieve schorsing bedoeld in artikel 112, §§ 1 en 2 van de wet; het koninklijk besluit houdende toekenning van de titel van erenotaris bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 april 1908 tot instelling van het honorariaat voor de notarissen;

11° de log: het elektronische spoor dat de geschiedenis van de toegangen tot de lijst weergeeft.

CHAPITRE II. — *Données qui figurent dans la liste**Section 1^{re}. — Données d'identification de la personne physique*

Art. 2. Les données suivantes sont publiques :

- 1° le nom du notaire ;
- 2° les deux premiers prénoms du notaire ;
- 3° le sexe du notaire .

Les données visées à l'alinéa 1^{er} sont directement accessibles.

Art. 3. § 1^{er}. Les données suivantes concernant les personnes reprises dans la liste sont non publiques :

- 1° les autres prénoms du notaire ;
- 2° la date et le lieu de naissance ;
- 3° la date de décès ;
- 4° le numéro d'identification ;
- 5° le numéro d'identification interne ;
- 6° le rôle linguistique du notaire ;

7° les nom et prénoms, le rôle linguistique et le sexe du candidat-notaire.

§ 2. Les données visées au § 1^{er} sont nécessaires pour s'assurer de l'identité exacte des notaires et des candidats-notaires qui figurent dans la liste.

Art. 4. La qualité des données visée à l'article 2, 1° et 2° et à l'article 3, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 7° pour les nom et prénoms des candidats-notaires est assurée par la consultation du registre national des personnes physiques ou, à défaut, de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, conformément à l'article 91, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi.

Section 2. — Données relatives à la qualité professionnelle de la personne physique

Art. 5. Les données suivantes sont publiques :

- 1° le statut du notaire ;
- 2° les dates de début et de fin de la fonction de notaire ;
- 3° les dates de début et de fin d'une période d'interruption de la fonction de notaire ;
- 4° la liste chronologique des notaires ayant la garde des minutes provenant d'un ou de plusieurs notaires ;
- 5° le statut de notaire honoraire ;
- 6° la date de l'arrêté royal de démission visé à l'article 2 de la loi et la date de sa publication au *Moniteur belge* ;
- 7° la date de l'arrêté royal de nomination visé à l'article 45 de la loi, la date de sa publication au *Moniteur belge* et la résidence du notaire ;
- 8° la date de l'arrêté ministériel d'approbation et de l'arrêté ministériel d'affectation visé à l'article 52, § 2 de la loi et la date de sa publication au *Moniteur belge* ;
- 9° la date des publications au *Moniteur belge* de la fin d'affectation et de la fin d'association, visées à l'article 52, § 4 de la loi ;
- 10° la date de l'arrêté royal accordant le titre de notaire honoraire visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 avril 1908 relatif aux notaires honoraires et la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 5° sont directement accessibles.

Art. 6. 1^{er}. Les données suivantes sont non publiques :

- 1° le statut de candidat-notaire ;
- 2° la date de l'arrêté royal de nomination des candidats-notaires visé à l'article 35, § 1^{er} de la loi et la date de sa publication au *Moniteur belge* ;
- 3° la date de l'obtention du certificat de stage visé à l'article 36, § 4 de la loi ;
- 4° la date de la prestation de serment visée à l'article 47 de la loi ;
- 5° la date de la publication au *Moniteur belge* de la création ou de l'extension d'une association entre notaires titulaires visée à l'article 52, § 4 de la loi ;

HOOFDSTUK II. — *Gegevens die in de lijst voorkomen**Afdeling 1. — Identificatiegegevens van de natuurlijke persoon*

Art. 2. De volgende gegevens zijn openbaar :

- 1° de naam van de notaris;
- 2° de eerste twee voornamen van de notaris;
- 3° het geslacht van de notaris.

De gegevens bedoeld in het eerste lid zijn rechtstreeks toegankelijk.

Art. 3. § 1. De volgende gegevens over de personen die in de lijst voorkomen zijn niet openbaar :

- 1° de andere voornamen van de notaris;
- 2° de geboortedatum- en plaats;
- 3° de datum van overlijden;
- 4° het identificatienummer;
- 5° het interne identificatienummer;
- 6° de taalrol van de notaris;

7° de naam en voornamen, de taalrol en het geslacht van de kandidaat-notaris.

§ 2. De gegevens bedoeld in § 1 zijn noodzakelijk om de juiste identiteit te verzekeren van de notarissen en kandidaat-notarissen die op de lijst voorkomen.

Art. 4. De kwaliteit van de gegevens bedoeld in artikel 2, 1° en 2° en in artikel 3, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 7° voor de naam en voornamen van de kandidaat-notarissen wordt verzekerd door de raadpleging van het rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebrek daarvan, van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, overeenkomstig artikel 91, § 1, tweede lid van de wet.

Afdeling 2. — Gegevens over de beroepshoedanigheid van de natuurlijke persoon

Art. 5. De volgende gegevens zijn openbaar:

- 1° het statuut van de notaris;
- 2° de begin- en einddata van het notarieel ambt;
- 3° de begin- en einddata van een onderbrekingsperiode van het notarieel ambt;
- 4° de chronologische lijst van de notarissen die de minuten houden van een of meer notarissen;
- 5° het statuut van erenotaris;
- 6° de datum van het koninklijk besluit van ontslag bedoeld in artikel 2 van de wet en de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;
- 7° de datum van het koninklijk besluit van benoeming bedoeld in artikel 45 van de wet, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en de standplaats van de notaris;
- 8° de datum van het ministerieel besluit van goedkeuring en van het ministerieel besluit van aanstelling bedoeld in artikel 52, § 2 van de wet en de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;
- 9° de datum van de bekendmakingen in het *Belgisch Staatsblad* van het einde van de aanstelling en van het einde van associatie bedoeld in artikel 52, § 4 van de wet;
- 10° de datum van het koninklijk besluit houdende toekenning van de titel van erenotaris bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 april 1908 tot instelling van het honorariaat voor de notarissen en datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De gegevens bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4° en 5° zijn rechtstreeks toegankelijk.

Art. 6. § 1. De volgende gegevens zijn niet openbaar:

- 1° het statuut van kandidaat-notaris;
- 2° de datum van het koninklijk besluit tot benoeming van de kandidaat-notarissen bedoeld in artikel 35, § 1 van de wet en datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;
- 3° de datum waarop het stagecertificaat behaald werd, zoals bedoeld in artikel 36, § 4 van de wet;
- 4° de datum van eedaflegging bedoeld in artikel 47 van de wet;
- 5° de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de vorming of de uitbreiding van een associatie tussen notarissen-titularis bedoeld in artikel 52, § 4 van de wet;

6° la date de l'ordonnance de désignation visée à l'article 64, §§ 2 et 3 de la loi ;

7° la date de la décision d'une peine de suspension, de destitution, de radiation ou de perte du titre honorifique visée à l'article 97 de la loi et la date de la décision de suspension préventive visée à l'article 112, §§ 1^{er} et 2 de la loi ;

8° les dates de début et de fin des fonctions visées par le règlement du Service Public Fédéral Justice relatif aux distinctions honorifiques pour notaires.

§ 2. Les données du paragraphe 1^{er} sont nécessaires pour s'assurer de la qualité professionnelle des notaires et des candidats-notaires qui figurent dans la liste.

§ 3. Le Service public fédéral Justice dispose d'un droit en lecture aux données du paragraphe 1^{er}, 8° afin d'assurer la remise de distinctions honorifiques pour notaires.

Art. 7. § 1^{er}. Les données des articles 5 et 6 proviennent des publications du *Moniteur belge* et des pièces justificatives communiquées à la Chambre nationale par le Service public fédéral Justice dans le cadre de ses missions découlant de la loi du 10 novembre 1795 qui comprend le notariat dans les attributions du ministère de la justice et par la chambre des notaires en vertu de l'article 77 de la loi.

Les pièces justificatives sont non publiques et sont conservées électroniquement dans la liste avec les données des personnes physiques qu'elles concernent aux fins exclusives :

1° d'assurer la vérification de l'exactitude des données de la source authentique par la Chambre nationale ;

2° d'accomplir les missions légales spécifiques de la Chambre nationale.

§ 2. La chambre des notaires dispose d'un droit en lecture des données des membres et des anciens membres de leur compagnie visés à l'article 68 de la loi.

Section 3. — Données relatives à l'étude et données de contact

Art. 8. Les données suivantes sont publiques :

1° l'adresse de l'étude ;

2° les données de contact de l'étude ;

3° le numéro du notaire ou des sociétés visées à l'article 50 de la loi figurant dans la Banque-carrefour des entreprises de l'étude ;

4° les numéros d'identification attribués aux études notariales, autres que le numéro visé au 3°, qui sont récoltés pour des raisons de gestion interne.

Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3° sont directement accessibles.

Art. 9. § 1^{er}. Les données suivantes sont non-publiques : les données de contact privées du candidat-notaire qui sont récoltées afin que les candidats-notaires puissent être contactés à l'occasion des demandes d'association telle que visée à l'article 50, § 2, de la loi et dans le cadre de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2001 relatif à la communication de l'indemnité de reprise d'une étude notariale.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er}, sont détruites dès le moment où la personne physique devient notaire ou perd son statut de candidat-notaire.

Section 4. — Données antérieures à la création de la liste

Art. 10. Les données suivantes, antérieures à l'établissement de la liste, sont intégrées en son sein :

1° les données communiquées à la Chambre nationale sur base de l'article 77 de la loi ;

2° les données reprises dans les arrêtés royaux de nomination, les arrêtés ministériels d'affectation, les ordonnances de désignation et de prestations de serment, visés aux articles 45, 52, § 2, 64, §§ 2 et 3, et 47 de la loi, communiquées à la Chambre nationale par le Service Public Fédéral Justice dont le notariat rentre dans les attributions en vertu de l'article unique de la loi du 10 novembre 1795.

6° de datum van de beschikking van aanwijzing bedoeld in artikel 64, §§ 2 en 3 van de wet;

7° de datum van de beslissing tot een straf van schorsing, afzetting, schrapping of verlies van de eretitel bedoeld in artikel 97 van de wet en de datum van de beslissing tot preventieve schorsing bedoeld in artikel 112, §§ 1 en 2 van de wet;

8° de begin- en einddata van de functies bedoeld in het reglement van de Federale Overheidsdienst Justitie inzake de eretekens voor notarissen.

§ 2. De gegevens onder paragraaf 1 zijn noodzakelijk om de beroepshoedanigheid te verzekeren van de notarissen en van de kandidaat-notarissen die in de lijst voorkomen.

§ 3. De Federale Overheidsdienst Justitie beschikt over een leesrecht op de gegevens onder paragraaf 1, 8°, om haar in de mogelijkheid te stellen de eretekens voor notarissen toe te kennen.

Art. 7. § 1. De gegevens van de artikelen 5 en 6 komen uit de bekendmakingen van het *Belgisch Staatsblad* en uit de bewijsstukken meegedeeld aan de Nationale Kamer door de Federale Overheidsdienst Justitie in het kader van haar opdrachten die voortvloeien uit de wet van 10 november 1795 waarbij het notariaat tot de bevoegdheid van het ministerie van justitie wordt gerekend en door de kamer van notarissen krachtens artikel 77 van de wet.

De bewijsstukken zijn niet openbaar en worden elektronisch bewaard in de lijst met de gegevens van de natuurlijke personen waarop ze betrekking hebben, met als uitsluitend doel:

1° de verificatie van de juistheid van de gegevens van de authentieke bron mogelijk te maken door de Nationale Kamer;

2° de specifieke wettelijke opdrachten van de Nationale Kamer te vervullen.

§ 2. De kamer van notarissen beschikt over een leesrecht op de gegevens van de leden en van de vroegere leden van hun genootschap bedoeld in artikel 68 van de wet.

Afdeling 3. — Gegevens over het notariskantoor en contactgegevens

Art. 8. De volgende gegevens zijn openbaar :

1° het adres van het notariskantoor;

2° de contactgegevens van het kantoor;

3° het nummer van de notaris of van de vennootschappen bedoeld in artikel 50 van de wet dat voorkomt in de Kruispuntbank van de ondernemingen;

4° de identificatienummers toegekend aan de notariskantoren, andere dan het in 3° bedoeld nummer, die worden verzameld omwille van intern beheer.

De gegevens bedoeld in het eerste lid, 1°, 2° en 3° zijn rechtstreeks toegankelijk.

Art. 9. § 1. De volgende gegevens zijn niet openbaar: de persoonlijke contactgegevens van de kandidaat-notaris die verzameld zijn opdat de kandidaat-notarissen gecontacteerd kunnen worden naar aanleiding van de aanvragen tot associatie zoals bedoeld in artikel 50, § 2 van de wet en in het kader van het ministerieel besluit van 30 juli 2001 betreffende de mededeling van de vergoeding voor de overname van een notariskantoor.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1, worden vernietigd zodra de natuurlijke persoon notaris wordt of zijn statuut van kandidaat-notaris verliest.

Afdeling 4. — Gegevens voorafgaand aan de totstandkoming van de lijst

Art. 10. De volgende gegevens, voorafgaand aan de totstandkoming van de lijst, worden erin opgenomen :

1° de gegevens meegedeeld aan de Nationale Kamer op basis van artikel 77 van de wet;

2° de gegevens opgenomen in de koninklijke besluiten van benoeming, de ministeriële besluiten van aanstelling, de beschikkingen van aanstelling en van eedaflegging, bedoeld in de artikelen 45, 52, § 2, 64, §§ 2 en 3, en 47 van de wet, meegedeeld aan de Nationale Kamer door de Federale Overheidsdienst Justitie die het notariaat onder haar bevoegdheden heeft krachtens het enige artikel van de wet van 10 november 1795.

CHAPITRE III. — *Mesures de protection des données*

Art. 11. § 1^{er}. Nonobstant les droits d'accès spécifiques et limités aux données non publiques octroyés à d'autres instances et pour d'autres finalités en vertu des articles 6, § 3, 7, § 2 et 14, les données non publiques ne sont accessibles que par la Chambre nationale :

- 1° en lecture et en écriture pour assurer la gestion de la liste, ou
- 2° en lecture pour assurer la vérification de la qualité des données qui figurent, ou
- 3° en lecture pour accomplir les missions légales spécifiques de la Chambre nationale, ou
- 4° en lecture pour informer le Fonds notarial, visé à l'article 117 de la loi, du caractère conventionnel ou non conventionnel d'une suppléance, afin de déterminer la contribution due conformément à l'article 8, § 4 du Règlement d'ordre intérieur du Fonds notarial du 11 avril 2000.

§ 2. Les instances autorisées en vertu des articles 6, § 3, 7, § 2, 11, § 1^{er} et 14 désignent nominativement les membres de leur personnel autorisés à accéder aux données non publiques en vertu du paragraphe 1^{er}. Ceux-ci s'engagent par écrit à respecter le caractère confidentiel des données non publiques.

Art. 12. § 1^{er}. Les consultations en lecture opérées par les instances autorisées en vertu des articles 6, § 3, 7, § 2, 11, § 1^{er} et 14 sur les données non publiques et sur les données publiques qui ne sont pas directement accessibles, sont loguées.

§ 2. Les logs contiennent les données d'identification de la personne qui consulte les données, les données d'identification de la personne au sujet de laquelle la consultation a été demandée, le moment de la consultation ainsi que la finalité de celle-ci.

§ 3. Les logs sont conservés pendant dix ans.

Ce délai est suspendu en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à ce que les voies de recours soient épuisées.

CHAPITRE IV. — *Accès aux données*

Art. 13. L'accès aux données peut avoir lieu :

- 1° sur base du nom du notaire et/ou de l'étude et/ou sur base de la commune de l'étude, ou
- 2° pour les applications de l'e-gouvernement, dans l'hypothèse où le demandeur est autorisé à l'utiliser conformément aux dispositions de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et où il est disponible, sur base du numéro d'identification, ou
- 3° pour les applications de l'e-gouvernement, dans l'hypothèse où le demandeur relève du notariat et avec l'accord de la Chambre nationale, sur base du numéro d'identification interne.

Art. 14. Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions légales et d'intérêt général, la Fédération Royale du Notariat belge bénéficie d'un droit en lecture aux données non publiques visées à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 3°, 5° et 7° et à l'article 6, § 1^{er}, 1° à 6° et 8°.

A cette fin, la Fédération Royale du Notariat belge dispose d'un accès sur base numéro d'identification interne.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur et disposition d'exécution*

Art. 15. Entrent en vigueur le dixième jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

- 1° L'article 189, v) à vii), l'article 195 et l'article 196 de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice ;
- 2° le présent arrêté.

Art. 16. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen ter bescherming van de gegevens*

Art. 11. § 1. Niettegenstaande de specifieke en beperkte toegangsrechten tot de niet-openbare gegevens die verleend worden aan andere instanties en voor andere doeleinden krachtens de artikelen 6, § 3, 7, § 2 en 14, zijn de niet-openbare gegevens alleen toegankelijk door de Nationale Kamer:

- 1° in lezing en schrijven om de lijst te beheren, of
- 2° in lezing om de kwaliteit van de gegevens die er in voorkomen te verifiëren, of
- 3° in lezing om de specifieke wettelijke opdrachten van de Nationale Kamer te vervullen, of
- 4° in lezing om het Notarieel Fonds, bedoeld in artikel 117 van de wet, te informeren over het al dan niet conventioneel karakter van een plaatsvervangende, teneinde de bijdrage vast te stellen die overeenkomstig artikel 8, § 4 van het Huishoudelijk reglement van het Notarieel Fonds van 11 april 2000 verschuldigd is.

§ 2. De instanties gemachtigd krachtens de artikelen 6, § 3, 7, § 2, 11, § 1 en 14 wijzen bij naam hun personeelsleden aan die gemachtigd zijn om toegang te hebben tot de niet-openbare gegevens krachtens paragraaf 1. Deze verbinden zich er schriftelijk toe het vertrouwelijk karakter van de niet-openbare gegevens na te leven.

Art. 12. § 1. De raadplegingen in lezing van de niet-openbare gegevens en van de niet-rechtstreeks toegankelijk openbare gegevens door de instanties gemachtigd krachtens de artikelen 6, § 3, 7, § 2, 11, § 1 en 14 worden gelogd.

§ 2. De logs bevatten de identificatiegegevens van de persoon die de gegevens raadpleegt, de identificatiegegevens van de persoon over wie de raadpleging gevraagd werd, het tijdstip van de raadpleging en de finaliteit ervan.

§ 3. De logs worden bewaard gedurende tien jaar.

Deze termijn wordt geschorst in geval van rechtsvordering of administratieve vordering totdat de rechtsmiddelen uitgeput zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Toegang tot de gegevens*

Art. 13. De toegang tot de gegevens kan gebeuren :

- 1° op basis van de naam van de notaris en/of van het kantoor en/of op basis van de gemeente van het kantoor, of
- 2° voor de e-government-applicaties, ingeval de verzoeker gemachtigd is om het te gebruiken overeenkomstig de bepalingen van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en voor zover het beschikbaar is, op basis van het identificatienummer, of
- 3° voor de e-government-applicaties, ingeval de verzoeker deel uitmaakt van het notariaat en met de toestemming van de Nationale Kamer, op basis van het interne identificatienummer.

Art. 14. In het kader van de vervulling van zijn wettelijke opdrachten en opdrachten van algemeen belang, beschikt de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat over een leesrecht op de niet-openbare gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 3°, 5° en 7° en artikel 6, § 1, 1° tot 6° en 8°.

Te dien einde heeft de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat toegang op basis van het interne identificatienummer.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding en uitvoeringsbepaling*

Art. 15. Op de tiende dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* treden in werking:

- 1° artikel 189, v) tot vii), artikel 195 en artikel 196 van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie;
- 2° dit besluit.

Art. 16. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS